

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 07/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SODC

135 faubourg Bannier
45000 Orléans

Références : 220/2025
Code AIOT : 0010011584

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement SODC implanté Rue du Champ de Manoeuvres ZAC des groves 45000 Orléans. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle annuel de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODC
- Rue du Champ de Manoeuvres ZAC des groves 45000 Orléans
- Code AIOT : 0010011584
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SODC « des Groues » est une filiale de ENGIE COFELY, Société de services en efficacité énergétique. La chaufferie est destinée à la production d'eau chaude surchauffée et à la distribution de chaleur pour les besoins en chauffage et eaux sanitaires. Elle fonctionne à la biomasse et est reliée à la chaufferie située au faubourg Bannier (SODC « Bannier »), qui fonctionne au gaz naturel et au fioul domestique ordinaire (FOD). SODC « des Groues » constitue le premier fournisseur de chaleur d'Orléans et SODC « Bannier » vient en supplément en cas de besoin.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 7.7.6.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
6	VLE dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 3.2.4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
7	Entretien du déshuileur	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 4.3.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	90 jours
9	Assurance qualité des AMS - QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Généralités	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35 > I.	Susceptible de suites	Sans objet
2	Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 1.5.	Susceptible de suites	Sans objet
3	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013,	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 6.2.3		
5	Coloration noirâtre sur le bassin d'infiltration	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 2.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
8	VLE rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 4.3.7.1	Susceptible de suites	Sans objet
10	Assurance qualité des AMS - QAL3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Sans objet
11	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116	/	Sans objet
12	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8	/	Sans objet
13	Combustible biomasse b(v)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.11 et Art.12Art.13	/	Sans objet
14	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57	/	Sans objet
15	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-III	/	Sans objet
16	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-I et VI	/	Sans objet
17	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II et VI	/	Sans objet
18	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-III	/	Sans objet
19	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-IV	/	Sans objet
20	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
21	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.64	/	Sans objet
22	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures de vérification des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 05/05/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.</p>
Constats : <p><u>Rappel:</u> Lors de la précédente visite du 5 mai 2022, l'inspection avait relevé le fait que l'outil mis en place pour enregistrer les incidents (Documenteo) ne permettait pas de répondre à l'objectif d'identifier les anomalies possibles ni les actions à mettre en œuvre quand celle-ci sont détectées. L'écart suivant avait donc été relevé :</p> <p>C2 L'exploitant n'a pas fourni les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement.</p> <p><u>Constats 2025</u></p>

<p>En réponse, l'exploitant a indiqué qu'une procédure était mise en place pour que quotidiennement un point d'exploitation soit réalisé et un compte rendu du briefing rédigé. Cette procédure permet d'identifier les anomalies de fonctionnement au plus tôt. L'outil Documentéo a été abandonné et remplacé par une application GMAO pour le suivi des actions, travaux et interventions mises en œuvre.</p> <p>Par sondage, le jour de la visite, l'inspection a consulté un extrait de la GMAO relative à l'équipement "convoyeur de cendres sous foyers" daté du 24 avril 2025.</p> <p>Les bons de travail renseignés dans l'outil correspondent à des interventions qui ont eu lieu entre 2020 et 2025. Tous les bons enregistrés sont clôturés.</p> <p>Sur l'année 2025 deux interventions ont eu lieu, la maintenance du convoyeur de cendre humide, le bon a été créé le 3 février et clôturé le 10 du même mois; et le pompage du convoyeur mâchefer, crée et clôturé aux mêmes dates.</p> <p>Au vu de la procédure mise en œuvre et de l'outil GMAO utilisé l'inspection considère que la non-conformité de la précédente inspection est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 1.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel :</u></p> <p>Un dépôt de poussières brunâtre a été constaté par les riverains habitant rue du Onze Octobre à ST JEAN DE LA RUELE, le matin du 19/11/2021. Lors de l'opération quotidienne de ramonage de la chaudière, un dysfonctionnement ponctuel de la mesure de poussière a eu lieu, ce dysfonctionnement a eu pour conséquence l'isolement d'un des 3 filtres, donnant lieu à un by-pass des fumées vers les autres filtres. L'opérateur mis au courant par alarme a déposé, contrôlé</p>

et nettoyé la sonde. L'exploitant n'a pas déclaré l'incident du 19 novembre 2021 (rejet de poussières dans l'environnement du site mais cet incident n'a pas déclaré.

C1 L'exploitant n'a pas déclaré l'incident du 19 novembre 2021 (rejet de poussières dans l'environnement du site)

Constat 2025 :

Un courrier relatant l'incident a été reçu à la DREAL le 3 décembre 2021. La fiche de notification de l'incident a été complétée et transmise à la DREAL le 11 mai 2022.

Au vu de la réception de la fiche de notification de l'incident l'inspection considère que la non-conformité de la précédente inspection est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 6.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODES DE JOUR allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODES DE NUIT allant de 7h à 22h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point n°1 (limite Nord du site)	65 dB(A)	57 dB(A)
Point n°2 (limite Est du site)	65 dB(A)	57 dB(A)
Point n°3 (limite sud du site)	65 dB(A)	55 dB(A)
Point n°4 (limite Ouest du site)	65 dB(A)	55 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.2., dans les zones à émergence réglementée.

Constats :

Rappel :

Sur le rapport de Bureau Véritas du 19 janvier 2021, l'inspection a constaté que l'ensemble des

mesures de bruits ont été réalisées du 14 au 15 janvier 2021 sur 4 points situés en limite de propriété et 4 points situés dans les ZER.

Les mesures du bruit résiduel prises en compte ont bien été mesurées en septembre 2020.

Les résultats ne montrent aucun dépassement des valeurs limite de bruit en limite de propriété mais trois dépassements de l'émergence calculée :

- sur le point 5 situé « Cité du Colonel de Queyriaux, ORLEANS » de jour (7,5 dB(A)) comme de nuit (8 dB(A))

- sur le point 8 « Rue du General SARRAIL, ORLEANS » la nuit (13 dB(A))

C3 L'installation dépasse les VLE sonores en limite de propriété

Constats 2025 :

En réponse à l'inspection précédente, l'exploitant a transmis une commande pour équiper les 2 moteurs des aérocompresseurs (identifiés comme les plus générateurs de bruits) de capotage.

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis un rapport acoustique, daté du 28 mars 2025, réalisé par Bureau Véritas.

Ce rapport synthétise des mesures réalisées les 27 et 28 mars 2024, lors d'un arrêt prolongé des activités dû à une maintenance technique, et les 26 et 27 mars 2025, pendant une période d'activité.

Le rapport conclut au respect des valeurs en limites de site pour tous les points contrôlés ainsi que du respect des émergences sonores dans le voisinage.

L'exploitant indique ne pas avoir eu connaissance de plainte depuis deux ans.

Au vu des solutions mises en place pour diminuer la génération de bruit et des résultats du rapport acoustique, l'inspection considère que la non conformité de la précédente inspection est levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 7.7.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Le site doit disposer d'un bassin de confinement étanche permettant de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) d'une capacité minimale de 250 m³. Ce bassin est maintenu en temps normal au

niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Les eaux contenues dans ce bassin font l'objet d'une analyse sur des paramètres pertinents qui permettra de déterminer les modalités d'élimination.

Constats :

Rappel :

Lors de la précédente inspection il avait été constaté que l'exploitant ne dispose pas de plan de conception de l'ouvrage et l'accès à la fosse semble impossible.

Il avait été demandé à l'exploitant d'inspecter cet ouvrage afin de vérifier son bon fonctionnement. En fonction des résultats obtenus, des consignes de surveillance devaient être proposées.

O3 L'exploitant transmet un descriptif détaillé du bassin de confinement, son mode de fonctionnement et la surveillance associée.

Constats 2025 :

En amont de l'inspection, l'exploitant a fourni un plan du bassin de rétention des eaux pluviales réalisé le 2 décembre 2022 par l'entreprise CGTB.

Sur ce document, avec une vue en plan et en coupe, figure les côtes du bassin. La capacité maximale du bassin de rétention, calculée à partir des côtes, donne un volume de 429 m³.

Deux pompes de relevage actionnées par deux flotteurs, un haut et un bas envoient les eaux de ruissellement vers le bassin d'infiltration.

Les positions exactes en hauteur des flotteurs niveau haut et bas n'apparaissent pas sur le plan.

L'exploitant indique que le flotteur niveau bas de la pompe garanti un volume disponible dans le bassin correspondant aux 250 m³ réglementaire pour les eaux incendies.

L'exploitant ne dispose pas d'un protocole de maintenance des pompes. Il est évoqué d'ajouter à la ronde quotidienne une vérification du niveau du bassin de rétention. Mais au moment de l'inspection, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier que le bassin de rétention dispose du volume nécessaire. Une fois ce protocole mis en place, il conviendra de le transmettre à l'inspection.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le bassin de confinement dispose d'un volume de rétention de 250 m³.

La non-conformité est maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé (ie une photographie du marquage de hauteur dans le bassin ; le document de la ronde de vérification du fonctionnement des pompes et hauteur du bassin).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Coloration noirâtre sur le bassin d'infiltration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Coloration noirâtre sur le bassin d'infiltration

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...]

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats :

Rappel :

Lors de l'inspection du 18/02/2021, il a été constaté que le fond du bassin (sédiments et végétation) présentait une couleur noirâtre. il a été demandé à l'exploitant d'identifier l'origine de la coloration noirâtre observée dans le bassin d'infiltration le jour de la visite et de s'assurer que ces substances ne sont pas susceptibles de polluer le sol ou les eaux souterraines.

En 2022 l'exploitant a transmis les analyses de terre faite suite à l'inspection de février 2021. Ces analyses ont été réalisées, le 14 septembre 2021, par l'entreprise "SOCOR analyses environnementale", sur deux échantillons prélevés par l'exploitant.

L'exploitant a indiqué avoir prélevés 2 échantillons de terres au fond du bassin d'infiltration ont été faites (là où c'était noir et là où ça ne l'était pas). Il n'y a pas de différences notables de concentrations dans les deux échantillons.

Les concentrations mesurées ont été comparées aux seuils présents dans l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes. Les concentrations de nombreux métaux dépassent les valeurs limites à respecter pour une admission en installation de stockage de déchets inertes.

Ainsi ces analyses ne permettent pas d'identifier une pollution responsable de la couleur noir du fond du bassin. L'exploitant suppose un envol de poussière des centres de la chaufferie.

L'exploitant doit faire nettoyer le bassin d'infiltration et évacuer les terres polluées en filière dument agréée et autorisée en fonction des résultats des analyses en métaux. Un prélèvement avec analyses suite au curage devra être réalisé pour s'assurer que le terrain sous-jacent n'est pas pollué.

le constat suivant a été formulé en 2022 :

L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires pour éviter les déversements directs de matières susceptibles de polluer le sol ou les eaux souterraines.

Constat 2025 :

A la suite de ces analyses l'exploitant a fait curer le bassin d'infiltration. Une facture de l'entreprise Margueritat TP et datée du 29 aout 2023, a été transmise à l'inspection. De plus, Margueritat TP a posé un liner sur les bords du bassin.

Lors de la visite d'inspection, aucune couleur noire n'a été constatée.

Au vu du curage du bassin l'inspection considère que l'écart relevé lors des inspections précédentes est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : VLE dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE dans les rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂; précisée dans le tableau ci-dessous.

Les valeurs limites d'émissions en concentration s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Concentrations instantanées en mg/Nm3 Conduit n°1	Conduit n°1 (en mg/Nm3)
SO ₂	200
NO _x	350
Poussières	25
CO	200

Constats :

Rappel :

Des dépassement en CO et poussières ont été constatés sur 2021 et début 2022 :

Les dépassements observés semblent souvent correspondre à des régimes de fonctionnement non-stabilisés. Au regard des journées entières de dépassements constatés, ces périodes de fonctionnement non-stabilisés ne sont pas aussi limitées dans le temps que possible.

C8 L'installation présente des dépassements horaires de la valeur limite d'émission en poussières le 19/11/2021. Les périodes de fonctionnement non-stabilisées ne sont pas aussi limitées dans le temps que possible.

Constats 2025 :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les rapport mensuels de l'autosurveillance de l'installation pour les mois de janvier et février 2025.

Pour les mesures en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque:

- aucune valeur moyenne mensuelle ne dépasse la VLE ($200\text{mg}/\text{Nm}^3$)
- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse 110% de la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral ($220\text{ mg}/\text{Nm}^3$).
- 95% des valeurs moyennes horaires sont inférieures à 400% de la VLE

Les moyennes journalières sont invalidées lorsque plus de 3 valeurs moyennes horaires sont écartées pour des raison de panne.

Sont exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt pour le calcul des moyennes

En janvier 2025:

- l'ensemble des valeurs moyennes mensuelles respectent les VLE

- une valeur de la moyenne journalière en CO dépasse 110% de la VLE. Il s'agit du 21 janvier ($276,5\text{ mg}/\text{Nm}^3$).

- l'analyse de l'enregistrement de cette journée montre que les concentrations moyennes horaires en CO dépassent 400% de VLE pendant 5 heures.

Interrogé sur cette journée, l'exploitant indique qu'il a procédé à l'arrêt et au redémarrage pour cause de travaux sur le réseau électrique haute tension de l'installation. L'enregistrement journalier confirme le fonctionnement anormale de la chaudière. **Cette période peut donc être écartée des calculs.**

En février 2025:

- l'ensemble des valeurs moyennes mensuelles respectent les VLE

- 3 valeurs de la moyenne journalière en CO dépasse 110% de la VLE

- le 13 ($234,7\text{ mg}/\text{Nm}^3$) suite à l'arrêt de l'installation pour des travaux sur la ligne bois. **Cette**

période peut donc être écartée des calculs

- le 18 (335,6 mg/Nm³) suite au redémarrage de l'installation. **Cette période peut donc être écartée des calculs**
- le 21 (285,2 mg/Nm³) suite au fonctionnement en basse charge du à un problème de combustible. L'analyse de l'enregistrement des moyennes horaires, montre que seules 75 % des valeurs moyennes horaires sont inférieures à 400% de la VLE

Ecart: Le 21 février 2025, l'exploitant n'a pas respecter la VLE pour le paramètre CO.

L'exploitant a également fourni le rapport annuel de contrôle des émissions atmosphériques réalisé par l'entreprise Bureau Véritas en novembre 2024 et rédigé le 14 mars 2025. Ce rapport conclu que pour tous les tests menés, l'exploitation respecte les VLE (en concentration et en flux) fixé par l'arrêté préfectoral.

En comparaison avec les dépassements réalisés entre 2021 et 2022, les dépassements de 2025 sont moins importants en concentration (283 mg/Nm³ contre 424 mg/Nm³ étant une moyenne des dépassements).

Compte tenu que la courte période de fonctionnement, de la diminution des intensités des dépassements par rapport à ceux constatés en 2024, l'inspection ne propose pas de suite mais maintient l'écart relevé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Entretien du déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 4.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Notamment, le débourbeur-déshuileur fait l'objet d'un suivi et d'un entretien semestriel et d'un nettoyage complet annuel. Les documents justificatifs de cet entretien périodiques sont tenus à la dispositions de l'inspection des installations classées.

Constats :

Rappel :

Lors de la précédente visite, les justificatifs d'un nettoyage **annuel** du bassin et du séparateur hydrocarbure, présent en amont du bassin de décantation ont été fournis. La fréquence semestrielle de cet entretien n'ayant pas été justifiée, l'inspection avait relevé l'écart suivant :

(O5) L'exploitant doit justifier du suivi et de l'entretien semestriel du débourbeur-déshuileur.

Constats 2025 :

En amont de l'inspection, l'exploitant a fourni une fiche d'intervention de la société Martin Environnement datée du 19/02/2024, pour le curage du réseau, le pompage, nettoyage des avaloires et l'écémage du séparateur d'hydrocarbure. Le bordereau de suivi de déchet a également été transmis à l'inspection.

L'exploitant a effectué le curage du déshuileur-débourbeur annuellement. Cependant il ne réalise ni de suivi ni d'entretien semestriel du débourbeur.

Le constat de l'inspection précédente est maintenu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé (mise en place d'un suivi semestriel de l'état du débourbeur). En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : VLE rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 4.3.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des effluents dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci- dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètre / Concentration en moyenne journalière (mg/l)

pH / Compris entre 5,5 et 8,5

Température / < 30°C

MEST / 30 mg/l

DCO / 125 mg/l

AOX / 0,5 mg/l

Cd et composés / 0,05 mg/l

Pb et composés / 0,1 mg/l
Hg et composés / 0,02 mg/l
Ni et composés / 0,5 mg/l
Cu et composés / 0,5 mg/l
Cr et composés / 0,5 mg/l
Zn / 1 mg/l
Hydrocarbures totaux / 10 mg/l
Azote total / 30 mg/l
Phosphore total / 10 mg/l
Sulfates / 400 mg/l
Sulfites / 20 mg/l
Sulfures / 0,2 mg/l
Fluorures / 15 mg/l

Pour les substances dangereuses prioritaires visées à l'article 9 de la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 susvisée, notamment pour le mercure et le cadmium, éventuellement présentes dans les rejets de l'installation, l'exploitant présente les mesures prises permettant de respecter les dispositions de la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 susvisée qui imposent une suppression du rejet de ces substances dans le milieu aquatique au plus tard à l'échéance 2021 dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service de l'installation.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

A minima, les effluents doivent respecter les concentrations suivantes en sortie de déboureur-déshuileur :

Paramètre / Concentration maximale

pH / Compris entre 5,5 et 8,5

Température / < 30°C

MEST / 35 mg/l

Hydrocarbures totaux / 5 mg/l

Constats :

Rappel :

Lors de la précédente visite, il a été constaté que les température mesurées sur le rejet d'eaux usées industrielles étaient supérieures à 30 °C (45,2 °C et 41,8 °C).

C5 Les rejets d'eaux usées industrielles ne sont pas conformes en température

Constats 2025 :

Le rapport d'analyse des eaux pluviales, rejet n°2, réalisé le 30/12/2024 par Bureau Véritas, ont été fourni avant l'inspection. Les résultats sont conformes et tous les paramètres de l'AP sont analysés.

Le rapport d'analyse de la qualité des eaux usées, rejet n°1, réalisé le 4/02/2025 par Bureau Véritas, a été fourni en amont de l'inspection. Tous les paramètres ont été analysés ; cependant, des dépassements ont été constatés pour :

- la température : 47,6°C
- les MES 91,8 mg/l (3 fois le seuil).

Ce rejet n°1 correspond aux eaux industrielles des purges de chaudière ce qui explique leur

température élevée. Actuellement, ces eaux ne sont pas rejetées vers la STEP, car le raccordement de la ZAC au réseau urbain n'a pas été réalisé. Ces eaux sont pompées et envoyées vers la chaudière SODC Banier, où elles sont utilisées comme eaux de process.

Par courrier du 5 juin 2025, l'exploitant à formuler une demande pour que cette disposition soit applicable que lorsque les eaux de process seront raccordées au réseau communale d'eau usée. En période de non raccordement, l'exploitant estime que la disposition ne s'applique pas.

Au vu de la situation, l'inspection considère effectivement que la disposition n'est pas adaptée à la situation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance relatif au nouvel exutoire des eaux usées, rejet n°1 qui pourrait permettre un assouplissement des VLE imposées pour ce point où les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Assurance qualité des AMS - QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des AMS - QAL2

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2

Constats :

Rappel :

Lors de la précédente inspection, il avait été relevé que le délai entre la réalisation des mesures QAL 2 poussières de 2020 et la date de remise du rapport est de plus de 7 mois. L'exploitant pourrait prévoir dans son cahier des charges une remise du rapport QAL 2 dans un délai maximal de 3 mois après les mesures.

De plus, le rapport QAL 2 ne présente pas de droite d'étalonnage pour le paramètre périphérique H₂O.

(C6) Le rapport QAL 2 ne présente pas de droite d'étalonnage pour le paramètre périphérique H₂O.

Constats 2025 :

Le rapport QAL 2 fourni lors de la visite d'inspection est le même que celui présenté lors de celle de 2022. Le paramètre périphérique H₂O (vapeur d'eau) n'a pas été mesuré.

Ce rapport QAL 2 est valable jusqu'en 2025, il a été précisé à l'exploitant de demander au bureau d'étude lors du renouvellement de mesurer le paramètre H₂O et de le transmettre à l'inspection.

**Le paramètre périphérique vapeur d'eau n'est pas analysé dans le rapport QAL 2.
Le constat de l'inspection précédente est maintenu.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 10 : Assurance qualité des AMS - QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des AMS - QAL3

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

I. - L'absence de dérive est contrôlée par la procédure QAL 3

Constats :

Rappel :

La procédure interne QAL3, mise en place en 2018, ne décrit pas les actions à mener en cas de dérive des mesures. L'exploitant doit fournir le tableau précisant les dates de péremption des bouteilles de gaz. Les rapports de QAL 3 ne sont pas fournis. L'exploitant ne peut donc pas justifier qu'il dispose d'une carte de contrôle au zéro et d'une carte de contrôle en concentration.
C7: La procédure interne QAL3, mise en place en 2018, ne décrit pas les actions à mener en cas de dérive des mesures. L'exploitant ne peut pas justifier qu'il dispose d'une carte de contrôle au zéro et d'une carte de contrôle en concentration.

Constats 2025 :

L'exploitant a fourni le tableau de suivi des dates de péremption des gaz étalons ainsi que la procédure QAL 3 pour les mesures réalisées sur les gaz SO₂, NO_x et CO. Il a également fourni une capture d'écran du logiciel utilisé pour effectuer la procédure.

Pour les trois gaz, un test avec le gaz étalon a été réalisé en septembre et en novembre 2024. Pour le CO, le test réalisé en septembre indique un redémarrage nécessaire suite à la déviation de la mesure pour ce gaz. Dans les paramètres calculés par le logiciel (QAL3_A et QAL3_B) la valeur QAL3_B est ajustée. L'exploitant indique que le logiciel utilisé pour la réalisation de la procédure QAL3 ajuste en autonomie les paramètres pour palier aux éventuelles déviation des mesures.

Au vu des documents fournis, l'inspection considère que la non conformité de la précédente inspection est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- [...]

<p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 : I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre MCP a été consulté le 9 avril 2025, toutes les informations nécessaires ont été renseignées par l'exploitant.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Combustible

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.</p> <p>A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.</p> <p>Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés,(...).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 août 2013 prévoit, dans le chapitre 8.2 "prescriptions spécifiques relatives à la biomasse" la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.</p> <p>Lors de la visite l'exploitant a projeté son logiciel de suivi des intrants. Il utilise comme combustible des broyats de palettes et des plaquettes forestières (connexes de scieries). Ces intrants sont autorisés par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Combustible biomasse b(v)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.11 et Art.12Art.13
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Lot de combustible
--

Prescription contrôlée :

Art.13 :

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant :

- la fiche d'identification de chaque lot ;
- les dates et heures de livraison, l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 12 du présent arrêté ;
- le cas échéant, les résultats d'analyses effectués au titre de l'article 12.

Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage de combustible réceptionné par type de combustible.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, le registre de réception des matières a été consulté. Ce dernier indique, pour chaque réception :

- le numéro de la fiche d'identification de chaque lot ;
- les dates et heures de livraison, l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 12 du présent arrêté ;
- le cas échéant, les résultats d'analyses d'humidité et de PCI.
- le contrôle visuel et ses conclusions.

Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage de combustible réceptionné par type de combustible.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence

Prescription contrôlée :

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm₃), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.

Constats :

Lors de la visite d'inspection dans la salle de contrôle de l'établissement, il a été constaté, sur l'écran de contrôle que pourcentage d'O₂, la pression atmosphérique sont mesurées en temps réel.

Les concentrations des différents gaz sont exprimées en mg/Nm³, s'affichent dans les conditions réelles de pression et de pourcentage d'O₂, ainsi que dans les conditions corrigées, (concentrations rapportées aux pourcentages d'O₂ et pression atmosphérique réglementaire).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : VLE chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes – P_{totale}>5MW – enregistrées avant 01/01/14 – A/C du 01/01/2025

Prescription contrôlée :

III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;

Polluants	SO ₂ (mg/Nm ³)	NO _x (mg/Nm ³)	P o u s s i è r e s (m g / N m ³)	CO (mg/Nm ³)
Biomasse solide :P ≥ 20	200	400	30	200

Constats :

Le rapport des mesures des émissions atmosphériques, fourni par l'exploitant et réalisées en novembre 2024 par Bureau Véritas conclut que l'installation respecte les VLE correspondantes au combustible de type biomasse, les jours des mesures, pour les concentrations en SO₂, NO_x, Poussière et CO.

Pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-I et VI

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE HAP

Prescription contrôlée :

I. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010 de puissance supérieure ou égale à 20 MW, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm³.

Constats :

Le rapport des mesures des émissions atmosphériques, fourni par l'exploitant et réalisées en novembre 2024 par Bureau Véritas, indique une concentration en HAP de 0 mg/Nm³.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II et VI

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE COVNM et formaldéhyde

Prescription contrôlée :

II. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/Nm³ en carbone total.
Pour les autres chaudières, la valeur limite pour les COVNM est de 110 mg/Nm³ en carbone total.

Constats :

Le rapport des mesures des émissions atmosphériques, fourni par l'exploitant et réalisées en novembre 2024 par Bureau Véritas indique que la concentration en COVNM, mesurée entre le 19/11 et 20/11, est de 4,03 mg/Nm³.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-III

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE Hcl et HF

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Pour les chaudières de puissance supérieure à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HCl : 10 mg/Nm³ ; - HF : 5 mg/Nm³.
<p>Constats :</p> <p>Le rapport des mesures des émissions atmosphériques, fourni par l'exploitant et réalisées en novembre 2024 par Bureau Veritas, indique que les concentrations mesurées en HCl et HF sont respectivement de 0,121 et 0 mg/Nm³.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Autres VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-IV</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE Dioxines et furanes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport des mesures des émissions atmosphériques, fourni par l'exploitant et réalisées en novembre 2024 par Bureau Veritas, indique que les concentrations mesurées en dioxines et furanes sont de 0,000041 ng/Nm³ exprimées en I-TEQ NATO.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Autres VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE métaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes :</p>

<p>Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)</p> <p>Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm³ par métal et 0,1 mg/Nm³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)</p> <p>Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm³ exprimée en (As+Se+Te) plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm³ exprimée en Pb</p> <p>Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm³ pour la somme des métaux</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport des mesures des émissions atmosphériques, fourni par l'exploitant et réalisées en novembre 2024 par Bureau Veritas, indique que les concentrations mesurée pour les métaux sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,00229 mg/Nm³ - Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 0,00191 mg/Nm³ - Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 0,0672 mg/Nm³ <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Démarrage et arrêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Démarrage et arrêt. Les opérations de démarrage [...] fait l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni la procédure de démarrage des installations, cette dernière est datée du 11 juin 2024. Il y est précisé que la montée en température de la chaudière doit être rapide. Deux brûleurs fioul assurent cette montée en température rapide.</p>

Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : [...]</p> <p>- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport des mesures des émissions atmosphériques 2024, réalisé par l'organisme agréé Bureau Veritas, du 19 au 21 novembre 2024.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite